SUR NOS MONTS, QUAND LE POISON ANNONCE UN SINISTRE REVEIL

Les pesticides dans les alpages suisses

Hier justement, je lisais quelque chose sur les causes de la disparition des oiseaux chanteurs en Allemagne: c'est l'exploitation intensive et systématique des forêts, l'horticulture et l'agriculture qui, peu à peu, détruisent le cadre naturel dans lequel ils nichent et se nourrissent: arbres creux, terres en friches, broussailles, feuilles mortes dans les jardins. Cela m'a fait si mal de lire tout cela. Ce n'est pas que les oiseaux ne chantent plus pour les hommes qui me fait souffrir, c'est l'image de la disparition inéluctable et silencieuse de ces petites créatures sans défense, à tel point que je n'ai pas pu m'empêcher de pleurer.

Rosa Luxemburg dans l'une des lettres envoyées depuis sa prison, en mai 1917

SUR NOS MONTS, QUAND LE POISON ANNONCE UN SINISTRE REVEIL

Les pesticides dans les alpages suisses

BIO Stiftung SCHWEIZ

L'EDITRICE

La fondation Bio-Stiftung Schweiz a pour but de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement ainsi qu'un mode de consommation écologique. En ce sens, la fondation réalise notamment un travail de sensibilisation dont dépendent expressément notre biodiversité, l'eau et les sols, les plantes et les animaux, ainsi que notre santé à nous tous, êtres humains. La fondation est à but non lucratif et s'entend comme une fondation opérationnelle, c'est-à-dire qu'elle agit surtout dans le cadre de son propre programme prioritaire et participe au développement et à la mise en œuvre de projets.
www.bio-stiftung.ch

L'AUTEUR

Peter Jaeggi est un journaliste freelance, photographe, photojournaliste et radioreporter suisse. Il publie dans les régions germanophones d'Europe. Les effets tardifs de l'«agent orange», l'herbicide employé comme arme chimique par les États-Unis lors de la guerre du Vietnam, constituent l'un de ses thèmes de prédilection. Peter Jaeggi a également écrit des livres et réalisé des reportages illustrés par les images du photographe bâlois Roland Schmid. Il a en outre produit de nombreux reportages radio sur ce sujet.
www.peterjaeggi.ch
www.agentorange-vietnam.org

LES ILLUSTRATEURS

Christoph Biedermann (p. 23) • René Fehr (p. 39) • Mattiello (p. 26–27) • Werner Nydegger (p. 18–19) • Heinz Pfister alias Pfuschi (p. 9) • Caroline Rutz (p. 35) • Felix Schaad (p. 36) • Max Spring (p. 28–29) • Ruedi Widmer (p. 15) • Hanspeter Wyss (page de couverture)

CONTENU

AVANT-PROPOS

«Le poison des Alpes» 6

SUR NOS MONTS, QUAND LE POISON ANNONCE UN SINISTRE REVEIL

«Comment peut-on faire cela?» 12
La Confédération est responsable … 14
Personne ne connaît la quantité d'herbicides répandue sur les alpages 17
Toute personne qui ne «lutte» pas suffisamment connaît des pertes financières 18
Qu'en disent les exploitants 19
Les herbicides – conséquence logique d'une mauvaise gestion 24
Les plantes recouvertes d'herbicides présentent un danger 27
Les plantes toxiques sont souvent laissées sur place 29
Des vaches bio sur un «alpage traité à l'herbicide»: un véritable drame écologique 30
En laboratoire 33
Le désherbage peut aussi s'effectuer sans herbicide 34
L'OFAG et l'agriculture biologique 37
Toutes les tentatives ont échoué 39
Un vœu «pieux» 40
Le sol, un univers à part 41

ANNEXE

Der Bodenfruchtbarkeitfonds 44
Bio-Stiftung Schweiz 46
«Das Gift und Wir» 48
Autres activites de la fondation Bio-Stiftung Schweiz 51
Merci! 53

AVANT-PROPOS

«LE POISON DES ALPES»

Les pesticides de synthèse détruisent les organismes vivants

Les pesticides ne sont pas inoffensifs. On pourrait croire que cette affirmation est généralement admise depuis de nombreuses années déjà, mais c'est loin d'être le cas. Dans le monde entier, on les répand en grandes quantités sur des sols vivants depuis plusieurs dizaines d'années. En effet, bon nombre d'agricultrices et d'agriculteurs croient devoir utiliser ces substances toxiques pour pouvoir vendre leurs produits.

Des pesticides retrouvés jusque dans le lait maternel

La biodiversité a fortement diminué, et cela est en partie lié au recours aux pesticides. De nos jours, on retrouve leurs résidus, les métabolites, partout sur la planète, des glaciers jusqu'aux steppes les plus reculées de Mongolie. Ils se retrouvent dans nos ruisseaux, nos fleuves et nos lacs, mais aussi dans les eaux souterraines et même dans l'eau potable. Dans ces conditions, vous vous doutez bien que notre organisme en contient également.

On retrouve en effet des résidus de pesticides dans l'urine de la plupart des individus, dans le placenta, ainsi que dans le lait maternel. De nos jours, les agents actifs des pesticides sont présents partout et causent des dommages importants. En outre, des études démontrent que l'exposition aux pesticides entraîne des maladies chez les enfants à naître et en croissance. Elle provoque par exemple des troubles du spectre autistique, des cancers, des maladies cardiovasculaires et, plus tard, des problèmes de reproduction. On rapporte aussi souvent des cas de malformations chez les nouveau-nés.

Des monocultures qui assujettissent la nature

On sait depuis bien longtemps que les pesticides de synthèse provoquent des problèmes de santé. Ils restent cependant utilisés en grandes quantités, principalement en raison de l'industrialisation de l'agriculture et des modèles commerciaux qui en résultent. Avec les monocultures, l'on tente d'imposer à la nature des choses qui lui sont étrangères, et elle se défend par l'invasion de nuisibles. S'il y a bien une particularité propre à la nature, c'est la biodiversité, à savoir la diversité des plantes et des animaux qui vivent les uns à côté des autres et les uns avec les autres, se soutiennent et se complètent. Or, les monocultures empêchent ces échanges.
Lorsque la biodiversité est préservée, l'on a bien moins de problèmes de nuisibles.

Des pesticides jusque dans les pâturages des Alpes

Jusqu'à il y a encore peu de temps, nous étions nombreux à penser que nous, habitants des Alpes, étions un peu protégés de ces substances. Mais nous faisions manifestement erreur. C'est en tout cas ce dont nous ont fait prendre conscience les recherches de Peter Jaeggi, qui n'étaient jusqu'à présent connues que des initiés. J'espère que ces travaux contribueront au nécessaire changement des mentalités.
Les pesticides de synthèse n'ont pas leur place dans les écosystèmes naturels, et compte tenu des connaissances actuelles, ils sont mêmes superflus. Ils présentent bien plus d'inconvénients que d'avantages, et il est plus que jamais temps d'y renoncer. Car même si nous décidions de nous passer de pesticides dès demain, nous mettrions encore plusieurs dizaines d'années à nous débarrasser définitivement de leurs résidus toxiques.

Le coût de la contamination n'est pas pris en compte

Les prix des denrées alimentaires ne tiennent pas compte des coûts externes liés à l'agriculture industrielle, aux dégradations de la nature et de l'environnement ni au préjudice pour la santé humaine. Ces coûts, nous les payons tous à travers nos impôts, ou nous les transférons aux générations futures. Les produits bio sont certes un peu

plus chers que les produits conventionnels. Toutefois, ils assument généralement en grande partie la responsabilité des conséquences de leur production. Si l'on reprend les calculs, on se rend compte que l'affirmation selon laquelle les produits conventionnels sont moins chers que les produits bio est fausse. C'est un peu comme lorsque l'on parle d'énergie nucléaire. On pense bien souvent qu'il s'agit de la forme d'énergie la moins coûteuse. Mais cela n'est vrai que parce que son prix ne tient pas compte de la nécessité de stockage des déchets radioactifs pendant des milliers d'années, ni des risques ni des coûts ultérieurs en cas d'accident. Ces derniers sont simplement imposés à la collectivité, et donc à chacun d'entre nous.

Notre argent – notre voix

Sortir du cercle vicieux de l'agriculture industrielle nécessitera un effort de la part de chacun d'entre nous. Il faudrait notamment réduire notre consommation de viande d'environ deux tiers, ce qui permettrait de récupérer des terres agricoles et d'y cultiver à nouveau des aliments destinés à la consommation humaine, au lieu d'aliments pour animaux. Cela permettrait d'améliorer fortement l'autosuffisance alimentaire de la Suisse. Chaque achat est un choix. Les consommateurs sont donc responsables des produits qu'ils placent dans leur panier. Lorsque j'achète un produit, il sera remplacé dans les rayons par un produit de même qualité. Ainsi, chaque franc suisse dépensé correspond à un bulletin de vote.

Des paiements directs uniquement pour une agriculture respectueuse de l'environnement

Les fonds publics doivent aller à des biens publics. Les recettes fiscales doivent être davantage employées pour promouvoir la conversion à l'agriculture biologique. Cela contribuerait efficacement à réduire les risques pour la société dans son ensemble. Cela aurait également plus de sens que le fait de distribuer les paiements directs simplement selon la surface ou la taille du domaine. En effet, posséder des terres n'est pas une prestation. C'est un privilège, tout au plus. Avant toute chose, c'est une responsabilité. Les paiements directs ne doivent plus soutenir que les prestations respectueuses de la nature et de la vie.

Mettre les grandes surfaces et les organisations de secteur face à leurs responsabilités

«C'est la faute des consommatrices et des consommateurs, qui ne veulent pas de pommes tachées, de carottes tordues ou de pommes de terre cabossées, etc.», répondent souvent les représentants des agriculteurs et de la grande distribution lorsqu'il s'agit

PFUSCHI/CARTOON

de proposer des produits bio. Mais s'ils prenaient la diminution des pesticides au sérieux, ils ne proposeraient d'ores et déjà plus que des produits élaborés à l'aide de quantités limitées de pesticides, ou même sans pesticides. De plus, ils expliqueraient à leur clientèle à grands renforts d'instruments marketing et publicitaires que ces produits permettent de préserver la nature et l'environnement (mais aussi l'eau potable) des polluants. Et bien sûr, ils ne proposeraient plus à la vente de pommes lustrées et renonceraient aux importations. Ne seriez-vous pas prêts à parier que les consommatrices et les consommateurs accepteraient ce changement?! Et n'est-ce pas ce que nous attendons déjà pour la plupart d'entre nous depuis de nombreuses années déjà? C'est en tout cas ce qu'indique la demande croissante de produits biologiques. La Confédération (notamment l'armée), les cantons et les communes pourraient donner un réel coup de pouce dans ce domaine en adoptant une attitude plus durable.

Toute une liste de revendications

L'enseignement agricole doit davantage mettre l'accent sur les pratiques biologiques. Il est temps de reconnaître, d'exploiter et de valoriser le savoir-faire de milliers d'agricultrices et agriculteurs bio comme une ressource précieuse pour un avenir plus sain. Les apprentis doivent être en mesure d'identifier les liens et les interactions de la nature et d'évaluer l'impact des interventions humaines sur la biodiversité et l'environnement.

Des barrières efficaces doivent être posées aux groupes agrochimiques et à leurs budgets «lobby» de plusieurs millions de francs. Pour ce faire, les citoyennes et les citoyens suisses doivent renoncer à leurs habitudes, réfléchir par eux-mêmes et faire leurs achats en ayant conscience des enjeux. Nous devons donner aux responsables politiques le pouvoir d'effectuer cette transition, et faire en sorte que des campagnes électorales ne puissent plus être perdues en raison de la propagande de la peur. L'Office fédéral de l'agriculture est actuellement l'autorité compétente en matière de pesticides. C'est un peu comme si on avait laissé entrer le loup dans la bergerie. Cette autorité doit être confiée à des institutions plus indépendantes. Elle devrait par exemple relever de l'Office fédéral de l'environnement ou encore de l'Office fédéral de la santé publique.

Les agriculteurs ne sont pas les seuls responsables

Rejeter la faute sur les agricultrices et les agriculteurs est trop simple. Nous nous sommes mis dans cette situation en tant que société au cours des cent dernières années et nous ne pourrons nous en sortir que collectivement.
Les représentants politiques semblent n'avoir pas encore pris pleinement conscience de ce que nous coûte la pollution de la planète sur le plan économique. Perte de biodiversité, contamination de l'eau potable, montée en flèche des coûts des soins

de santé... Voici quelques-uns des enjeux cruciaux. À l'avenir, les agricultrices et les agriculteurs devraient selon moi se regrouper avec des citoyennes et des citoyens pour défendre ensemble une agriculture plus durable. Le jeu de pouvoir patriarcal du syndicat paysan est un modèle du passé. Ce syndicat se cramponne à des modes de pensée et à des modèles commerciaux dont on sait aujourd'hui qu'ils ne sont pas durables. Les exploitants agricoles doivent véritablement s'en affranchir. J'ai le sentiment que sous la présidence de Markus Ritter, le syndicat agricole va à l'encontre des besoins de notre époque, et que, de ce fait, il dessert les agricultrices et les agriculteurs de notre pays, ainsi que l'environnement!

Jardins, parcs, espaces publics – des espaces privés «empoisonnés»

Il est urgent d'agir, et pas seulement dans le domaine de l'agriculture. Des substances hautement toxiques sont aussi utilisées dans de nombreux jardins privés, où, bien souvent, ils sont beaucoup trop dosés. Les CFF emploient également du glyphosate ainsi que d'autres pesticides pour éliminer les mauvaises herbes de leurs barrages ferroviaires. Cependant, il faut bien noter un effort de la part de l'entreprise pour utiliser des alternatives.
Les terrains de football et les parcours de golf, les parkings et les bords de routes, les vignobles et les vergers, le bois empilé dans la forêt... tous ces éléments sont «traités» au moyen de pesticides. C'est même le cas de nombreux alpages!
Les deux votations sur les pesticides du 13 juin 2021 représentent une opportunité unique pour un avenir plus sain. Saisissons-la! Prenons les bonnes décisions pour les générations à venir; elles nous en remercieront. Une renonciation totale aux pesticides d'ici huit à dix ans, comme le prévoient les deux initiatives, constituerait une mesure systématique opportune et urgente.

Bio-Stiftung Schweiz

Mathias Forster
Directeur général et membre du conseil d'administration de la fondation

PS
Compte tenu du fait que la fondation Bio-Stiftung ne défend pas seulement l'agriculture et la nature, mais aussi la biodiversité et la créativité, nous avons demandé à divers illustrateurs d'apporter une touche créative à la conception et à la réalisation de ce livre. Nous remercions tous ces artistes pour leur sympathique contribution!

SUR NOS MONTS, QUAND LE POISON ANNONCE UN SINISTRE RÉVEIL

Texte de Peter Jaeggi

Fleurs sauvages, herbes médicinales, ruisseaux cristallins, parfum de foin et tintement des cloches des vaches – voilà ce que nous évoquent les alpages suisses. C'est dans ces paysages idylliques dans lesquels nous aimons nous ressourcer que l'on produit le lait le plus pur et les fromages les plus sains. Les alpages s'inscrivent également dans l'ADN de notre démocratie. C'est en tout cas un mythe national qui touche l'âme. Et maintenant ceci?! – Compte-rendu de randonnée.

«Comment peut-on faire cela?»

Tout est calme en altitude en cette belle journée de novembre. Les marmottes ont déjà commencé à hiberner. Bientôt, les premiers skieurs dévaleront les pentes enneigées, sans rien savoir du drame qui se joue sous leurs pieds tout au long de l'année. Mais notre randonneur, qui a demandé à des experts de l'accompagner, veut en savoir plus. En effet, il a eu vent d'une histoire presque incroyable sur l'utilisation de pesticides dans les alpages suisses.

Il est accompagné de Roger Bisig, qui est triste et en colère. «Comment peuton faire cela?», s'inter-

roge l'ancien forestier et garde-chasse du canton de Schwytz. L'agriculteur bio et président de l'association Pro Natura Schwytz s'agenouille près d'une pente raide située aux abords du chemin de randonnée, dans l'alpage de Tries, à Grosser Runs, dans le canton de Schwytz. Devant lui, il observe une surface recouverte de fougère brunâtre et pliée. Elle a sans doute été détruite à l'aide d'asulame, un herbicide autorisé en Suisse, mais interdit dans l'UE. «Les tiges de fougères et d'autres plantes sont des sources de nourriture et des lieux d'hibernation pour les abeilles sauvages ainsi que d'autres insectes», déclare Roger Bisig. Sauf si elles sont recouvertes de pesticides. Les abeilles ne respectent pas les limites de propriété et parcourent des kilomètres à la recherche de nectar, elles peuvent donc aussi être mises en danger sur un autre alpage éloigné sur lequel on aurait également pulvérisé de l'asulame.

Les fougères ont tout simplement leur place dans un alpage, déclare Roger Bisig. Les fougères ont un rôle à jouer sur le plan de l'écologie. Elles sont en effet toxiques pour les vers parasites attaquant l'appareil digestif des ovins, des caprins et des animaux sauvages. On dit par exemple des chèvres qu'elles «savent» quelle quantité de fougère manger pour ne pas être intoxiquées. À cette époque de l'année, seul l'œil entraîné d'un expert peut savoir si des épandages d'herbicides ont été pratiqués.

Plus l'on parcourt les sentiers de montagne, moins l'on croit au mythe des alpages salutaires. Lors de cette randonnée sur les pentes du canton de Schwytz, notre promeneur est également accompagné de Franz J. Steiner, technicien agricole et collaborateur de l'institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). M. Steiner et ses collègues dispensent des cours d'exploitation d'alpages sans recours aux herbicides. Nous y reviendrons plus tard.

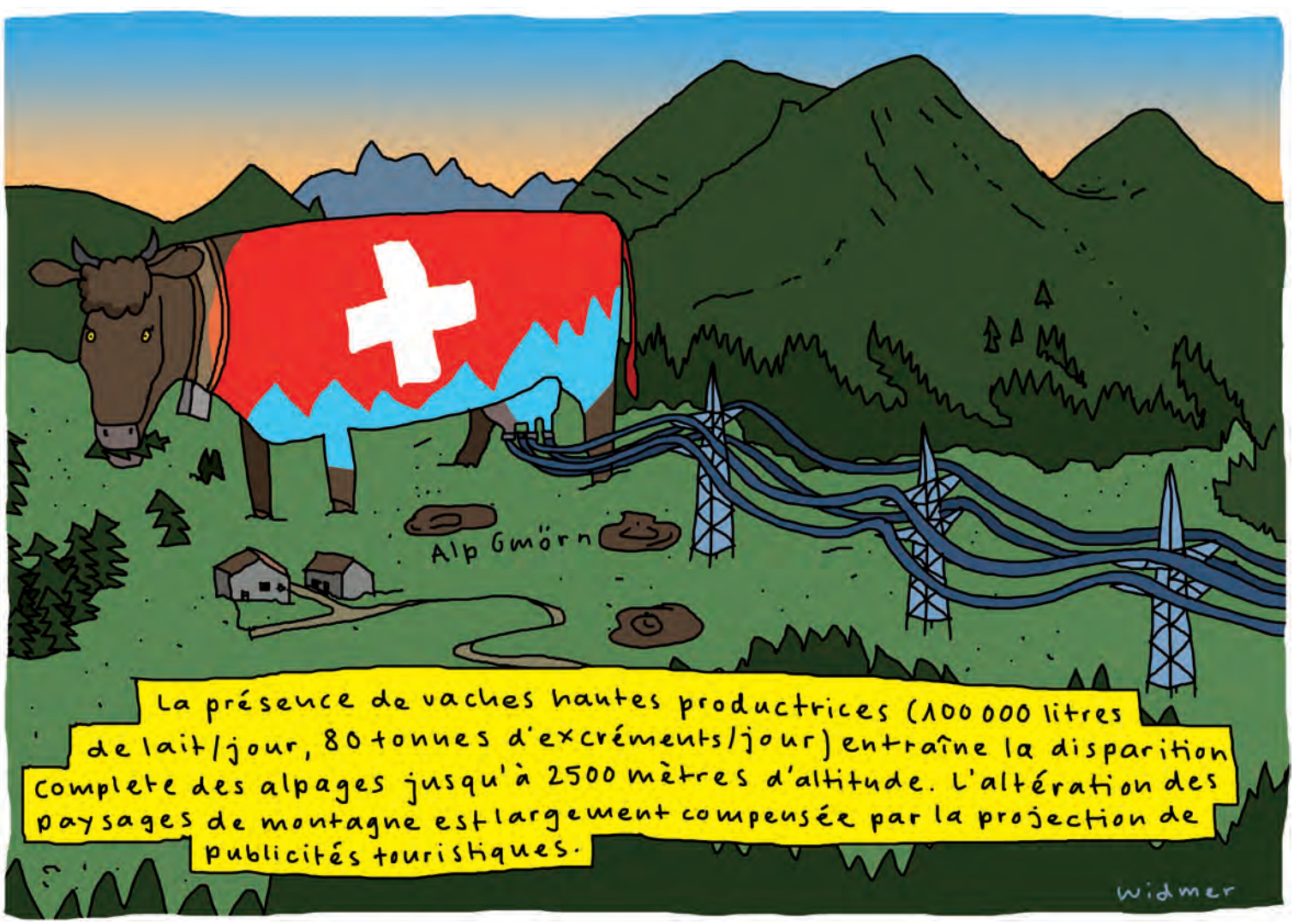
Après l'alpage de Tries, le «voyage à la découverte des pesticides» se poursuit vers les alpages de Wannenweide, celui situé entre les Mythen et celui de Buchen. Tout au long du parcours, le trio de randonneurs rencontre des plantes recouvertes de pesticides, mais aussi ce que Franz J. Steiner et Roger Bisig qualifient de «combles d'absurdité»: des cairns, dans les alpages de Buchen et de Tries, mais aussi dans bien d'autres pâturages, sur lesquels toute forme de vie a été détruite au moyen de pesticides. «Toute personne qui détruit des orties et d'autres éléments précieux de la flore sur des cairns n'a rien compris aux liens naturels qui s'y établissent», explique Franz Steiner. Les cairns constituent des sources de nourriture, mais aussi des habitats pour les petits mammifères, les amphibiens et les insectes et ils sont très importants pour les oiseaux. La station ornithologique suisse a d'ailleurs signalé que les alpages de Suisse centrale étaient une zone de nidification du pipit spioncel-

le, cet oiseau nichant au sol et aimant construire son nid sous des arbustes nains ou des feuilles de fougères. Or, dans les paysages parcourus, l'on observe de nombreux buissons ou arbustes traités à l'aide de produits phytosanitaires. D'ailleurs, pourquoi les herbicides sont-ils qualifiés de «produits phytosanitaires», laissant entendre qu'ils sont bénéfiques pour les plantes, alors qu'ils les tuent? L'écologie d'un alpage n'est pas toujours mise à mal par des pesticides. «Le girobroyage est un désastre pour les oiseaux et les autres espèces», explique la Station ornithologique suisse. Des machines puissantes appelées «girobroyeurs» et capables de détruire roches et cailloux, seraient de plus en plus utilisées dans les alpages, en particulier dans le Jura. Ces dernières permettent de broyer le sol sur une profondeur allant jusqu'à 25 cm. Cette technique permet de concasser les pierres, les souches d'arbres et les buissons, éliminant ainsi définitivement les irrégularités du terrain.

La Confédération est responsable de l'explosion de l'utilisation des herbicides dans les alpages

À mesure qu'il progresse sur le sentier, le randonneur s'inquiète de plus en plus. Il apprend également que de plus en plus d'alpages se reboisent et, de ce fait, disparaissent. De nombreux agriculteurs et exploitants d'alpage sont dans une situation financière précaire, et un alpage représente une grande quantité de travail supplémentaire. En altitude, le manque de personnel est chronique, les bergers gagnent pour la plupart péniblement leur vie, malgré d'importantes contributions d'estivage. Dans ces conditions, il n'y pas de personnel disponible pour lutter mécaniquement contre la flore indésirable. Mais Franz Steiner réfutera cet argument un peu plus tard. Le randonneur apprend donc que de no-mbreux exploitants d'alpage ne peuvent pas lutter manuellement contre la flore indésirable; ils ne peuvent pas se passer d'herbicides. Le travail manuel coûte trop cher. – «Cet argument ne repose sur aucune base factuelle», dénonce Franz Steiner. Il s'expliquera plus longuement à ce sujet plus loin dans ce livre.

En 2014, la Confédération a décidé d'intervenir pour sauver l'économie alpestre en difficulté. Elle a révisé l'«Ordonnance sur les contributions d'estivage» et elle verse désormais une somme beaucoup plus importante pour les animaux en estivage, selon un certain nombre d'exigences. «Tout le monde était d'accord sur le fait que l'estivage n'était plus rentable sans paiements directs plus importants», indique Franz Steiner, collaborateur du FiBL. «Sans contributions, de nombreux alpages ne seraient plus utilisés. Les alpages isolés et sans accès en particulier seraient laissés à l'abandon.»
Ces nouveaux paiements directs plus importants versés aux exploitations d'estivage et les exigences associées ont cependant donné lieu à une explosion incontrôlée de l'utilisation des herbicides dans les alpages suisses.
Les nouvelles exigences ont notamment été précisées dans les articles 26 et 29 de la «Ordonnance sur les paiements directs»: «Les exploitations d'es-



tivage et de pâturages communautaires doivent être gérées convenablement et d'une manière respectueuse de l'environnement. (…) Les pâturages doivent être protégés par des mesures adéquates contre l'embroussaillement et la friche.»

Par ailleurs: les herbicides sont expressément autorisés. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) dresse une liste de plus de trente pesticides autorisés. Pour le «traitement plante par plante» à l'aide d'un pulvérisateur dorsal ou manuel et d'une buse, aucune autorisation n'est nécessaire; l'on peut pulvériser autant de produit que l'on veut. Mais toute personne qui souhaite procéder à un «traitement étendu» doit obtenir une autorisation de l'Office cantonal de l'agriculture. Pour obtenir cette autorisation, il suffit de présenter un plan de traitement. Il faut en outre présenter à l'office compétent le mode d'exploitation futur de l'alpage, qui permettra d'éviter que ne poussent trop de «mauvaises herbes» ou trop de «plantes problématiques», comme on les appelle dans le jargon de la Confédération. Une photo affichée sur le site Web de la commune de Flums-Grossberg, près de Saint-Gall, indique comment contourner astucieusement l'obligation d'autorisation applicable aux pulvérisations étendues d'herbicides dans le cadre d'une journée citoyenne (organisée ici en 2017). Ce jour-là, un grand nombre de personnes équipées de pulvérisateurs d'herbicides ont parcouru l'alpage de Tannenboden. L'Office cantonal de l'agriculture, qui produit chaque année trois cent mille fromages d'alpage, ne voit pas là une action étendue: «En effet, on voit bien plusieurs personnes sur l'image, mais elles procèdent très clairement à un traitement plante par plante, c'est évident.» Avec beaucoup de bonne volonté, on peut voir les choses comme cela, en effet. En revanche, l'herbicide est ici répandu par des personnes vêtues de shorts et de tee-shirts à manches courtes. Cela ne va pas. Il est certes louable de la part des communes de mener des actions de nettoyage des alpages, mais elles ne devraient pas jouer avec la santé des bénévoles, affirme Franz Steiner. Selon la loi, l'épandage de pesticides requiert une formation Formation ou au moins des instructions préalables. Aucune personne formée ne se promènerait pour ainsi dire à moitié nue pour répandre des produits phytosanitaires sur un alpage. Cet épandage de pesticides par des personnes incompétentes en la matière n'est pas un cas isolé; l'épandage par des novices est malheureusement largement répandu.

Paiements directs en prenant l'exemple d'une vache laitière

Les contributions sont calculées par animal, à savoir par «unité de gros bétail», une unité correspondant à une vache. Exemple pour une vache laitière.

Personne ne connaît **la quantité d'herbicides** répandue sur les alpages

Le randonneur est absolument stupéfait lorsqu'il demande la quantité d'herbicides répandue sur les alpages suisses, et en particulier sur ceux qu'il vient de traverser avec ses deux compagnons par cette belle journée d'automne. La réponse est la suivante: il n'y a pas de contrôles. Personne ne connaît la quantité d'herbicides répandue sur les alpages.

L'auteur de cet article a procédé par échantillonnage, en posant la même question dans les cantons de Berne, de Glaris, des Grisons, de Schwytz, de Saint-Gall, d'Uri et du Valais. Partout, la même réponse: nous ne le savons pas. Aucune loi n'impose la consignation des quantités d'herbicides utilisées. En parallèle, les autorités indiquent que les quantités utilisées sont «faibles». Mais comment les offices cantonaux de l'agriculture et les communes compétentes pourraient-ils le savoir en l'absence de consignations et de contrôles? C'est étrange.

Des contrôleurs doivent cependant repérer dans les alpages les «plantes problématiques» qu'il convient d'éliminer conformément à la loi et les indiquer aux offices cantonaux de l'agriculture. La «liste noire» comprend neuf familles de plantes. Cette liste comprend des plantes toxiques, comme le séneçon des Alpes et le vératre blanc, mais aussi des plantes qui suscitent l'incompréhension des experts Franz Steiner et Roger Bisig, comme l'ortie. «Pour moi, cela prouve que cette liste des plantes problématiques a été dressée par des individus qui n'y connaissent rien», s'emporte le collaborateur du

Pour l'exploitant d'alpage: contribution d'estivage pour une unité de gros bétail	Fr. 400.–
Supplément pour une vache à lait traite	Fr. 40.–
Pour le propriétaire de la bête: contribution d'alpage	Fr. 370.–
Total payé par la Confédération pour une vache laitière «estivée»	**Fr. 810.–**

En 2019, la Confédération a soutenu l'exploitation alpestre à hauteur de 281,1 millions de francs au total (contributions d'estivage, à la biodiversité, à la qualité des paysages et contributions d'alpage).

FiBL. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) justifie la mention de l'ortie dans cette liste par le fait que la présence de trop nombreux nids pourrait limiter la valeur agricole de l'alpage en question. «Dans ce cas, un traitement à base d'herbicide est justifié.» Le guide destiné aux contrôleurs alpestres précise qu'il est également possible de lutter contre d'autres variétés représentant un problème local. Cette règle permet ainsi à chaque exploitant d'alpage de déterminer seul les autres plantes sur lesquelles il utilise des herbicides.

Au cours d'une pause, à côté d'un champ d'orties recouvert d'herbicide sur l'alpage de Buchen, l'expert environnemental Roger Bisig, qui nous accompagne dans notre tournée des alpages empoisonnés, nous explique ce qui suit: «En Suisse, il existe au moins trente variétés de papillons dont la survie dépend des orties. Et le coucou, que l'on voit encore souvent à cette altitude de 1'300 m, se nourrit essentiellement des chenilles de papillons qu'il trouve sur les orties.»

Toute personne qui ne «lutte» pas suffisamment **connaît des pertes financières**

Et si le contrôleur cantonal constate à plusieurs reprises des manquements par rapport à l'élimination des orties et des autres «plantes problématiques» dans un alpage, l'exploitant risque une réduction des paiements directs. Par peur de pertes financières, il reprend alors rapidement la pulvérisation d'herbicides. L'ingénieure-agronome Marianne Bodenmann, ancienne responsable de la communication de la Station fédérale de recherches en agroécologie et agriculture de Zurich-Reckenholz, aujourd'hui Agroscope, est l'une des observatrices les plus critiques de l'agriculture suisse: «Les contrôles en alpages se concentrent de manière unilatérale sur les plantes problématiques et sur les paiements directs associés, ils ne sont pas réalisés d'un point de vue global.» Roger Bisig est du même avis lorsqu'il dit ce qui suit: «On ne peut pas évaluer un pâturage qu'en s'appuyant sur les plantes fourragères. Ce qui compte, c'est la diversité. Nous devons garder à l'esprit la biodiversité, par uniquement les bêtes.»

De nombreux observateurs s'entendent à dire que le fait de se concentrer uniquement sur les «plantes problématiques», sur les friches et sur la reforestation au lieu de miser sur une bonne exploitation des alpages n'est pas une solution. «Sans changement du mode d'exploitation, les herbicides n'apportent rien», confie Marianne Bodenmann. Grâce aux paiements directs, les aliments concentrés et les engrais sont également autorisés et favorisés dans les alpages. «Cela entraîne une surfertilisation des sols et un refoulement de la flore d'origine.»

Qu'en disent **les exploitants?**

Assis devant un chalet, le panorama des alpages des Mythen se dessinant devant ses yeux et une tranche de pain et un morceau de fromage de montagne de la région en main, le randonneur se dit: «Les exploitants doivent pourtant avoir tout intérêt à veiller à ce que leurs sols restent exempts de pesticides et à rejeter les herbicides». Une fois de retour chez lui, il envoie quelques questions pertinentes à deux exploitations d'alpage; la plus grande et la plus célèbre des sociétés coopératives alpestres du canton de Schwytz, l'Oberallmeindkorporation (OAK) d'une part, et la coopérative Genossame Gross du canton de Schwytz d'autre part. Les forêts marécageuses de l'Ibergeregg, qui font partie de l'OAK, ont été désignées «Paysage de l'année 2019» par la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. L'OAK regroupe 155 exploitations alpestres. Alors pourquoi n'a-t-elle pas renoncé aux herbicides? Le directeur général de l'OAK et ingénieur-agronome Daniel von Euw refuse d'un signe de main: «Notre corporation s'engage et continuera à s'engager à l'avenir pour lutter contre l'embroussaillement des pâturages et la prolifération des mauvaises herbes. Pour ce faire, nous nous appuierons sur les technologies les plus modernes et sur l'emploi adéquat des produits approuvés; c'est pour nous une évidence.» En 2020, l'OAK annonce avoir principalement utilisé de l'asulame, un produit interdit dans l'UE. Pour les exploitants de l'OAK, les herbicides sont gratuits. Jusqu'à l'année dernière, l'OAK utilisait encore du Roundup, un produit contenant du glyphosate et soupçonné de causer des cancers. Elle affirme l'avoir retiré de son offre depuis cette année (2021).

Et qu'en est-il de la société coopérative Genossame Gross? Les questions suivantes ont été posées à son président, Markus Kälin: quels herbicides la coopérative emploie-t-elle? Quand renoncera-t-elle à ces produits? Quelles quantités d'engrais artificiels la coopérative utilise-t-elle sur ses alpages? L'agriculteur et président de la coopérative, Markus Kälin, n'a fourni aucune réponse à ces questions. Il s'est contenté de dire que la coopérative employait «de manière professionnelle» tous les herbicides approuvés par la Confédération; en particulier ceux permettant de lutter contre les fougères, l'oseille des Alpes, les chardons et les orties.» M. Kälin n'a pas non plus souhaité s'exprimer sur les quantités d'herbicides employées. En effet, «les quantités changent tous les ans, elles sont négligeables et elles ne sont pas parlantes pour le grand public (...)», d'après M. Kälin, qui intervient également en qualité de conseiller agricole dans le canton de Schwytz. Son comportement ne laisserait-il pas penser qu'il n'incite pas les exploitants d'alpage à gérer leur ferme sans pesticides?

À cette mentalité s'ajoute également le fait que la société coopérative Genossame Gross a répandu il y a quelques temps de l'herbicide au moyen d'un drone sur son alpage de Tries, alors que cette pratique est interdite. L'Office cantonal de l'agriculture du canton de Schwytz indique à ce sujet que «les responsables ont été sanctionnés». Pour des raisons de confidentialité, nous n'avons pas obtenu davantage d'informations. Le président de la société coopérative Genossame Markus Kälin ne souhaite pas non plus s'étendre sur le sujet.

Sa justification est la suivante: «Cela reviendrait à dénigrer une personne qui n'est plus parmi nous. Je considère que ce serait lui manquer de respect (…) que de faire de nouvelles déclarations à ce sujet.» Par ailleurs: «Pour cette raison, et par respect envers ses proches, je ne ferai pas de commentaire à ce sujet, et la coopérative s'en abstiendra également. Si vous publiez ma réponse telle quelle, je vous demande également de publier la raison pour laquelle la société coopérative ne s'exprime pas à ce sujet.» «Intéressant», se dit le randonneur. «À présent, il impute ce geste à une personne qui n'est plus en mesure de se défendre.

Ce n'est pas le seul manque de respect auquel sont confrontés le randonneur et ses compagnons au fil de leur exploration des sites pollués au pied des Mythen. Nous sommes dans un pré comportant des terriers de marmottes. Dès le mois de septembre, ces charmants animaux y trouvent refuge pour hiberner. Les tunnels creusés par les animaux s'enfoncent dans le sol de plusieurs mètres. Ici, du lisier a été répandu sur les sorties des tunnels. C'est une autre histoire, concernant l'alpage situé entre les Mythen, pas très loin d'ici, qui fait les gros titres du journal «Bote der Urschweiz» le jour de notre randonnée. À la une figure le titre suivant: «Une autoroute à partir d'un sentier de randonnée». En effet, un exploitant d'alpage s'est construit une route en totale illégalité à l'aide d'une pelleteuse, au beau milieu d'un paysage protégé. Voilà peut-être un indice supplémentaire révélant la conception toute particulière de la nature qu'ont certains exploitants d'alpage?

Qu'est-ce qu'un ***alpage?***

En Suisse, la Confédération distingue les surfaces agricoles classiques et les surfaces d'alpage et les a cartographiées. Un alpage est une zone de pâturage située un peu plus en altitude que l'exploitation à l'année et exploitée séparément de cette dernière pendant l'été. Les surfaces d'alpage sont clairement identifiées dans le cadastre de la production agricole. Leur utilisation est soumise à diverses lois et ordonnances et donne droit à des paiements directs pour les exploitations d'estivage.

Avec cette exploitation saisonnière, un alpage peut également être situé à une altitude plus basse, dans une vallée. Dans ce cas, l'altitude n'est pas pertinente. Certaines fermes sont situées à une altitude plus élevée que de nombreux alpages.

La période d'estivage débute au plus tôt en mai, ou lorsqu'il y a suffisamment d'herbe pour la mise en pâturage. La descente des alpages a lieu au plus tard en octobre; ou lorsqu'il n'y a plus d'herbe à manger ni de foin produit sur place. En moyenne, l'estivage dure entre 95 et cent jours.

Le bétail passe donc près de 100 jours en alpage. Pendant ce temps, il ne mange pas d'herbe dans la ferme à l'année; cette dernière dispose ainsi de réserves pour l'hiver. La charge de travail pour l'agriculteur diminue, il peut s'assurer de la bonne conservation du fourrage.

Giorgio Hösli, de la rédaction du portail «Z`Alp» écrit à ce sujet: «L'agriculture de montagne est cruciale pour la biodiversité, même si elle n'est pas parfaite. Bien sûr, il est difficile de faire de l'agriculture dans les régions de montagne. Certaines personnes disent qu'il faut produire de la viande dans les régions de montagne et des céréales en plaine. Ce serait l'idéal. Ce n'est pas tout à fait vrai. Pour préserver la biodiversité, il faut aussi des pâturages en plaine, les surfaces cultivées ne sont pas suffisantes pour les insectes et les oiseaux. Et de toute manière, elles sont nocives pour l'environnement, puisqu'elles ne capturent pas de CO2. De plus, le fumier de bovins favorise la formation d'humus et fertilise les sols destinés à la production de légumes.»

Giorgio Hösli poursuit: «Les animaux d'alpage ont une meilleure constitution et vivent plus longtemps que ceux qui ont été élevés dans des fermes à l'année. L'utilisation des alpages et le maintien d'alpages ouverts favorise la biodiversité. Il y a également des endroits où la biodiversité est mise à mal par l'exploitation des alpages (sols surfertilisés, construction de routes, piétinement des prés).»

Les alpages ont donc de multiples fonctions: production de fromage et de viande, soulagement des agriculteurs de la vallée, leur laissant du temps pour d'autres tâches (foins, entretien des terres) et utilisation des pâturages de montagne pour la production de fourrage pour l'hiver. En ce qui concerne les vaches, les moutons et les chèvres, la délocalisation des troupeaux permet également aux prés de se purifier de la charge parasitaire issue des excréments des animaux.

Les herbicides – conséquence logique d'une **mauvaise gestion**

Le randonneur en arrive à la conclusion suivante: l'emploi d'herbicides dans les alpages est la conséquence logique de plusieurs décennies de mauvaise gestion. Ou alors, comme l'explique le plus grand expert suisse en matière d'agriculture biologique et président du FiBL, Martin Ott: «Un alpage recouvert d'herbicide reflète les fléaux de notre époque», à commencer par une économie en surchauffe et totalement déséquilibrée. Tout doit toujours être plus grand, plus imposant pour rester rentable.

Actuellement, les alpages comptent de nombreuses vaches à haut rendement. Cependant, sur les maigres alpages, elles ne trouvent pas suffisamment de nutriments pour produire la quantité de lait attendue. Les vaches parcourent donc de longues distances et ne parviennent tout de même pas à trouver la quantité de nourriture qu'il leur faut. Par conséquent, il faut acheminer des aliments concentrés et éventuellement fertiliser les sols afin que les bêtes bénéficient d'une alimentation de meilleure qualité, sans quoi les animaux maigrissent et peuvent tomber malades. En raison de la nourriture naturelle à faible apport énergétique disponible dans l'alpage, les vaches développent en outre souvent une acidose de la panse pouvant entraîner une fourbure douloureuse. En outre, différents facteurs, tels que le stress lié au nouvel environnement, le stress dans le troupeau ou le stress lié à un trayeur inexpérimenté, entraînent bien souvent des cas de mastite. Il s'agit d'une pénible inflammation de la mamelle qui ne peut être soignée que par un traitement à base d'antibiotiques.

Dans de nombreux secteurs allant du Valais à l'Engadine, la tendance consiste à faire passer l'été en alpage au plus grand nombre d'animaux possible, au motif que c'est le seul moyen de garantir la survie économique des alpages. Mais une grande quantité d'animaux produit plus de fumier, plus de nutriments, et entraîne donc la prolifération des plantes indésirables. Et bien entendu, ces dernières justifient dans certains endroits la poursuite de l'utilisation des pesticides. Sans toutes ces matières fécales, on observerait plutôt une «végétation normale», avec des herbes et de précieuses graminées; l'oseille des Alpes reculerait aussi un peu si elle n'était pas constamment «nourrie».

Il ne faut pas non plus oublier que jadis, les chèvres accompagnaient les vaches en alpage. Et une fois que les vaches et les bœufs étaient redescendus dans la vallée, c'était au tour des moutons, puis, enfin, des ânes, de monter en estive. Ces derniers éliminaient certaines plantes indésirables telles que les chardons des alpages. Les vaches, puis les moutons laissaient de côté l'herbe qui ne leur convenait pas pour les suivants. Les pâturages étaient ainsi

BENEDICTION
DE L'ALPE

entretenus de manière uniforme. En outre, dans les prés, le fumier était soigneusement collecté afin de ne pas créer d'excédent de nutriments. De nos jours, les plantes que les bovins ne mangent pas restent en place, et doivent ensuite être éliminées par des pesticides. Chaque année, il reste dans les alpages de plus en plus de plantes auxquelles les vaches n'ont pas touché. Cela entraîne inévitablement une sélection négative; au final, les plantes indésirables finissent par l'emporter sur tout le reste. Alors, on épand des herbicides pour lutter contre toutes les «plantes problématiques» et l'on sème de l'herbe fourragère plus riche dans certains endroits.

Tout cela montre bien que de nombreux alpages sont mal gérés, et ce à plusieurs niveaux. L'«équilibre environnemental et durable avec les produits naturels provenant des alpages», dont les agriculteurs conventionnels aiment tant parler? C'est tout autre chose.

Les herbicides sont les symptômes d'un système défaillant, mais que nous subventionnons largement avec l'argent du contribuable. Les exploitants d'alpage se voient en effet aussi accorder des paiements directs par la Confédération. L'ingénieure-agronome Marianne Bodenmann dresse le bilan suivant: «Les nouvelles contributions d'estivage et l'abandon d'une vue d'ensemble n'ont pas résolu le problème, bien au contraire. Ils en ont créé un nouveau, à savoir l'utilisation accrue des herbicides, qui est en outre bien souvent non conforme.» En effet, les exploitants épandent les pesticides au mauvais moment, ils ne disposent pas des connaissances requises sur les plantes et traitent même parfois des plantes protégées, et ils ne retirent pas les plantes contaminées des alpages.

L'économie alpestre suisse *en quelques chiffres*

Au total, la Suisse comptait en 2020 5'100 kilomètres carrés d'alpages d'estivage, cela correspond plus ou moins à la superficie du canton du Valais et représente près de 137 fois celle du canton de Bâle-Ville.

Nombre d'exploitations alpestres:	**6'790**
Nombre de personnes travaillant dans des exploitations alpestres:	**17'900**

En 2019, 1'225'643 bêtes ont passé l'été en estive. Il s'agissait pour la plupart de vaches laitières. 3'751 chevaux sont également montés en alpage.

Les plantes recouvertes d'herbicides présentent un danger

Deux des nombreux herbicides toxiques autorisés sur les alpages suisses se nomment «Picobello» et «Harmony SX». Ces dénominations laissent entendre une conception spéciale de la nature. En dialecte, «Picobello» signifie «parfait», «propre» ou encore «formidable». Parmi les herbicides recommandés par la Confédération, on trouve également l'asulame, qui détruit de manière ciblée les fougères et l'oseille et qui est interdit dans l'UE. «Traiter les plantes toxiques pour les animaux avec ces herbicides puis les laisser se décomposer sur place par ignorance est parfaitement absurde», affirme Marianne Bodenmann, «car les bovins et les animaux sauvages ne les reconnaissent plus comme des plantes toxiques et les mangent.» Et Roger Bisig, le président de l'association Pro-Natura du canton de Schwytz, d'ajouter: «Les plantes recouvertes d'herbicide ont un goût salé, les chevreuils et les autres animaux sauvages les trouvent donc appétissantes.» Il poursuit en expliquant que lorsqu'il était garde-chasse du canton, il lui arrivait de retrouver des chevreuils morts, probablement intoxiqués par des herbicides. «Nous n'avons jamais réussi à déterminer la cause de la mort. Les examens nécessaires sont coûteux, ils n'ont donc jamais été réalisés.» Dans d'autres régions également, des garde-chasse pensent que des plantes recouvertes d'herbicides sont à l'origine de la mort de jeunes animaux sauvages.

En Suisse, l'on produit chaque année près de 5'000 tonnes de fromage d'alpage, ce qui correspond à la capacité de deux cents wagons frigorifiques des CFF.

Entre 2003 et 2019, le nombre d'exploitations d'estivage a baissé de 7'472 à 6'740, même si le nombre d'animaux estivés est resté plutôt stable.

Avec le temps, les exploitations d'estivage ont grossi. En effet, certaines exploitations existantes ont fusionné ou ont été reprises par leurs voisines

Plus de deux tiers des gestionnaires sont des personnes privées (des person-nes physiques).

En Suisse, près d'une exploitation agricole sur deux fait monter ses animaux en estive. Dans le Valais, on «estive» même près de 80 % des animaux d'élevage (bovins, ovins et caprins).

(Sources: Rapport agricole 2020; Centre agricole Saint-Gall; «Montagne» n° 6/2017).

MATTIELLO

Les plantes toxiques sont souvent laissées sur place

Le fait de laisser des plantes traitées se décomposer sur place est tout à fait irresponsable, disent les critiques. Les fabricants des herbicides mettent euxmêmes les utilisateurs en garde contre cette pratique.

En Suisse, les délais d'attente légaux jusqu'à la mise en pâturage une fois l'épandage réalisé sont de deux à trois semaines, selon les bêtes. «C'est beaucoup trop court», déplore Franz Steiner. En effet, la toxine de la plante traitée reste au cœur de cette dernière. Il appelle donc à placer des panneaux d'avertissement dans les zones où ont été épandus des herbicides, en particulier sur les prés situés aux abords des sentiers de randonnée. «Les randonneurs y ramassent souvent des herbes sans savoir qu'elles sont polluées.» Information utile: si, pendant la période de croissance de la végétation, l'on voit des plantes qui se flétrissent ou qui sont déjà mortes, c'est sans doute qu'elles ont été traitées avec des herbicides.

Des vaches bio sur un «alpage traité à l'herbicide»: **un véritable drame écologique**

Pour les agriculteurs qui souhaitent élever leurs bêtes en les préservant des produits chimiques, c'est le parcours du combattant. Les agriculteurs bio qui font monter leurs bêtes en estive connaissent de réelles difficultés. Voici l'analyse pointue de Franz Steiner: «les agriculteurs bio sont confrontés à la dictature des agriculteurs conventionnels.»
Il y a beaucoup trop peu d'exploitations alpestres bio. Les agriculteurs bio n'ont souvent pas d'autre choix que de faire monter leurs bêtes dans l'alpage d'une exploitation conventionnelle où, bien entendu, l'on détruit les plantes indésirables à l'aide d'herbicides. Il est donc logique que là aussi, on retrouve des traces de substances problématiques dans les panses des animaux. Très souvent, les agriculteurs bio et non bio trouvent un accord et ces derniers renoncent à l'emploi d'herbicides. Mais ce n'est pas toujours le cas. Bio Suisse, l'organisation faîtière des producteurs bio suisses avec sa marque Le Bourgeon, a dû résoudre ce problème, et a, pour ce faire, accepté un étrange compromis:
Dès que les animaux bio pâturent dans un alpage conventionnel, leurs produits, comme les fromages et les beurres d'alpage, ne peuvent plus être vendus sous l'appellation «bio». Cependant, dès leur retour dans la vallée, dans leur ferme d'origine, leur lait et leur viande peuvent à nouveau être

vendus sous la marque Le Bourgeon (à l'exception des porcs d'alpage et des animaux jeunes tels que les veaux, les agneaux et les chevreaux). Cette commercialisation sous l'appellation bio se fait sans délai d'attente. Il est donc légitime de s'interroger sur la présence de résidus de pesticides dans le lait et la viande de ces animaux ayant passé du temps dans un alpage traité à l'aide d'herbicide. Mais aucune enquête n'a été menée à ce sujet.

La grande distribution *n'assume pas ses* ***responsabilités***

Migros, Coop, Lidl ou encore Aldi … Ces enseignes de la grande distribution sont les principaux partenaires des exploitations d'alpage. Mais selon les spécialistes, leurs responsables ne savent pas si les animaux ont passé l'été dans des alpages traités à l'aide d'herbicides ou non. Coop vend par exemple de la viande bio provenant d'animaux ayant passé l'été dans des alpages traités à l'aide d'herbicides, ainsi que divers fromages d'alpages conventionnels. Coop est le principal distributeur de produits bio Le Bourgeon. Or, tous les animaux qui montent dans des alpages conventionnels peuvent avoir été en contact avec des herbicides et/ou même avoir mangé des plantes recouvertes d'herbicides.

On pourrait donc penser que la Coop a un intérêt à ce que l'utilisation des herbicides dans les alpages soit interdite. Nous leur avons donc posé la question suivante: La société Coop s'engagera-t-elle pour une interdiction des herbicides dans les alpages suisses? Voici la réponse du service Communication: «En principe, Coop ne s'exprime pas quant à des initiatives politiques.» Par ailleurs: «Tous nos produits bio suisses sont élaborés selon les directives de la marque Le Bourgeon de Bio Suisse (…) Pour plus d'informations (…) nous vous prions de vous adresser directement à Bio Suisse.» Même réponse du côté des autres entreprises que nous avons interrogées, à savoir Migros, Aldi Suisse et Lidl Suisse. Nous avons donc contacté Bio Suisse. Pourquoi la fédération Bio Suisse n'a-t-elle pas encore réussi à imposer une interdiction des pesticides dans les alpages suisses? Voici la réponse de David Herrmann, le responsable de la communication: «Bon nombre d'alpages appartiennent à plusieurs familles d'agriculteurs depuis plusieurs siècles (…) Cette structure de propriété rend impossible une exploitation entièrement biologique, c'est la raison pour laquelle de nombreuses vaches bio doivent toujours passer l'été dans des alpages conventionnels. Compte tenu de ces structures historiques et du cadre juridique actuel, cette pratique constitue pour les agriculteurs bio un compromis difficile, mais nécessaire à leur survie.»

En **laboratoire**

En Suisse, l'on produit chaque année près de 5'000 tonnes de fromage d'alpage, notamment à base de lait d'animaux (bio) ayant pâturé dans des alpages traités à l'aide d'herbicide. Cela soulève donc la question suivante: y a-t-il des résidus d'herbicide dans le fromage ou le beurre d'alpage, ou dans la viande d'animaux ayant passé l'été en altitude, dans des alpages traités? Cette interrogation ne remet pas en question les alpages bio où paissent des animaux bio. Les pesticides y sont strictement interdits. Notre randonneur a voulu en savoir plus et a posé quelques questions autour de lui. Il s'est adressé au laboratoire des cantons primitifs de Brunnen, qui veille à la sécurité alimentaire dans les cantons d'Uri, de Schwytz, de Nidwald et d'Obwald. Des analyses spécifiques de l'eau potable ont été réalisées pour tenter d'y trouver des traces de produits phytosanitaires, notamment dans les régions alpines, comme nous l'a expliqué Daniel Imhof, chimiste cantonal et responsable du contrôle des denrées alimentaires. «Les résultats de la surveillance des eaux souterraines et des analyses de l'eau potable ne nous ont jusqu'à présent pas poussés à rechercher de manière ciblée des traces d'herbicides dans des produits fabriqués en alpage», nous a déclaré le responsable du laboratoire, avant d'ajouter: «Votre question est fondée et nous allons effectuer une campagne ciblée sur les produits d'alpage.»

Cela prouve bien qu'il pourrait y avoir de mauvaises surprises, d'après Franz Steiner: «Des éleveurs de chèvres m'ont expliqué que lorsque leurs bêtes mangeaient du séneçon des Alpes, leur lait avait un goût inhabituel et qu'il provoquait des diarrhées chez l'homme. Il y a donc un lien évident. Ce que mange un animal a toujours un impact sur son organisme et sur ses produits.»

M. Steiner poursuit en expliquant comment les produits phytosanitaires peuvent directement être transmis à l'homme. Il y a environ trois ans, il a rencontré par hasard une femme qui ramassait du pissenlit dans un alpage du canton de Schwytz. «Lorsque je lui ai dit que les agriculteurs avaient procédé à l'épandage d'herbicide sur ce pré seulement quelques jours auparavant, elle ne voulait même pas me croire, au départ. Elle m'a répondu: «Comment? Dans un alpage?!» Il ne lui a cependant pas dit que le ramassage de plantes sans autorisation sur des terres agricoles pouvait être considéré comme un vol.

À son retour, notre randonneur a également abordé le ramassage d'herbes dans les alpages du canton de Schwytz avec Jakob Mosimann, le spécialiste des herbes de la vallée de l'Emme. Sa famille est spécialisée dans le ramassage d'herbes depuis trois générations. «Depuis ces vingt dernières années, nous avons de plus en plus de difficultés à trouver nos plantes», avoue M. Mosimann. Il explique cela d'une part par le dérèglement climatique, et d'autre part par l'utilisation intensive des alpages. Si besoin, il utilise lui-même de l'herbicide en tant qu'agriculteur. «Cependant, je vois bien que cela pose problème.

Le désherbage peut aussi **s'effectuer sans herbicide**

Le randonneur est émerveillé par le panorama. Loin au-delà des crêtes s'étend l'alpage bio de Hummel. D'ici, on jouit d'une vue sur le lac de Sihl, sur les montagnes de Wägital, sur celles du Klöntal et sur la chaîne du Glärnisch. Armé d'un «pied-de-biche», et toujours accompagné de son chien Bobi, un Terrier blanc de onze ans, Franz Steiner parcourt l'alpage à la recherche de plantes indésirables sur un alpage bio. Un coup de griffe ciblé et hop! il a arraché un chardon des Alpes avec la racine. On peut ensuite la laisser se décomposer sur place, elle pourrira pendant l'hiver sans se multiplier.

Comme le FiBL, l'institut de recherche de l'agriculture biologique basé à Frick (AG), qui le mandate pour enseigner à des agriculteurs bio et à d'autres personnes intéressées comment gérer un alpage sans herbicide, Franz Steiner en est convaincu: «On peut se passer d'herbicide».

Il réfute catégoriquement l'argument de base de l'OFAG et de la plupart des agriculteurs, selon lequel les pesticides s'imposent réellement dans les alpages parce que le manque chronique de personnel et le temps disponible ne permettent pas de faire autrement. Selon lui, tout est une question de timing et de connaissances botaniques. «Par exemple, on peut faire monter les bêtes en estive plus tôt que d'habitude. Elles éliminent alors une partie des plantes problématiques lorsque celles-ci sont encore toutes jeunes.» Une telle pratique remettrait en question des lois séculaires fixées dans les statuts des sociétés coopératives d'alpages, qui prévoient des dates dans le calendrier pour la montée en alpage. «Ces lois datent d'il y a plus de cent ans, d'une époque où le climat n'était pas le même.» Voici ce que Franz Steiner explique aux personnes qui suivent ses cours: il vaut mieux faire monter les bêtes en estive tôt dans la saison afin qu'elles puissent manger les «plantes problématiques» lorsqu'elles sont encore jeunes ou qu'elles puissent les piétiner. Par ailleurs: «Cela favorise la croissance des graminées résistantes au piétinement, et cela évite la repousse de plantes problématiques.»

De nos jours, les bêtes arrivent souvent tardivement dans les alpages. Il serait judicieux d'ajuster la montée et la descente des alpages avec le dérèglement climatique. Une mise en pâturage précoce permet de mieux lutter contre l'oseille des Alpes, «la plante problématique» qui compte le plus de détracteurs. Franz Steiner déclare en outre que l'usage précoce et opportun de la bêche permet d'éliminer efficacement les plantes

indésirables. La croissance des mauvaises herbes sur de grandes étendues peut par ailleurs être contrôlée au moyen de motofaucheuses. «Il existe aujourd'hui des tracteurs à chenilles qui permettent de tondre sur des pentes raides, mais aussi d'éliminer les buissons et les arbustes», assure Franz Steiner. Il ne croit pas que ces outils soient trop coûteux pour la plupart des exploitants d'alpage. Ces derniers peuvent très bien louer ces machines avec les services d'un conducteur. Les agriculteurs pourraient ainsi se passer des autorisations spéciales requises pour répandre des herbicides sur des zones étendues, promet Franz Steiner. Mais dans certains cas, il vaut mieux laisser pousser les plantes et accepter un éventuel reboisement ultérieur.

En résumé, Franz Steiner considère que, combinée à une gestion adéquate, la destruction manuelle des plantes problématiques n'est pas plus coûteuse que l'épandage de pesticides. Si l'on compare le temps nécessaire pour les préparatifs et l'épandage et celui correspondant à l'utilisation d'une motofaucheuse, d'une faux et d'une bêche, on se rend compte qu'il est possible d'élaborer plus ou moins la même quantité de produits malgré le travail manuel. Il se demande en outre si l'argent que les exploitants d'alpage reçoivent par l'intermédiaire des paiements directs ne serait pas mieux employé en cas de travail manuel. Les agriculteurs pourraient par exemple faire appel à des personnes en service civique ou à des stagiaires.

Par conséquent, il faut renoncer à l'utilisation de produits phytosanitaires dans les alpages, non seulement pour des raisons environnementales, mais aussi pour des raisons économiques. «Évidemment, cela ne concerne pas les alpages dans lesquels sont transportées de grandes quantités d'aliments concentrés destinés aux vaches laitières et aux porcs.» L'engraissement des bêtes pourrait certes s'effectuer dans l'exploitation classique, mais «dans ce cas, les agriculteurs auraient un problème de bilan de fumure», précise M. Steiner. En effet, les exploitations à l'année font l'objet de contrôles plus stricts. La quantité d'engrais pouvant être utilisée est prescrite dans ces fermes. En alpage, on est moins regardant. Ainsi, lorsque des porcs sont engraissés à la ferme et que leur fourrage ne provient pas de l'exploitation, une partie du fumier et du lisier doit être acheminée dans une autre exploitation possédant moins d'animaux, voire aucun. En alpage, en revanche, on surfertilise les sols.

Les porcs
dans les Alpes

Les sangliers sont la hantise des agriculteurs qui cultivent du maïs. En alpage, c'est tout l'inverse. Rien qu'en Suisse orientale, en Suisse centrale et dans le canton de Berne, on élève des cochons dans plus de cinquante alpages. Ces animaux destinés à l'engraissement peuvent ici retourner le sol comme bon leur semble.

Avant l'estivage, ils sont «pré-engraissés» dans leur ferme d'origine, dans la vallée. Puis, une fois qu'ils pèsent entre cinquante et soixante kilos, ils sont prêts à rejoindre l'alpage des vaches laitières. Pourquoi celui des vaches laitières? Lors de la fabrication de fromage, pour 100 litres de lait, on récupère près de 90 litres de petit lait, un liquide résiduel jaunâtre. Ce dernier est riche en nutriments, en minéraux et en vitamines, et il est donné aux cochons d'alpage. Selon les recommandations, le petit lait doit représenter à peine un quart de la ration, une trop grande quantité serait en effet mauvaise pour les cochons. Conséquence: il faut en plus transporter une grande quantité d'aliments concentrés en alpage.

Toutefois, tout ce fourrage ne se transforme pas en viande de porc d'alpage. Une partie est éliminée sous forme d'excréments, qui viendront fertiliser le sol, mais qui peuvent également polluer les sources et l'eau.

Les défenseurs des animaux sont ravis et applaudissent l'élevage de porcs en alpage. Les personnes soucieuses de la protection de l'eau et de la biodiversité des alpages se montrent plus réservées. L'érosion est une autre conséquence de l'élevage porcin en alpage, car le sol est nu et meuble, et il est plus facilement emporté par les eaux de pluie. On dit alors souvent: jadis, les paysans fabriquaient aussi du fromage d'alpage et faisaient monter les porcs en estive. Certes, mais à l'époque, il ne s'agissait que de deux ou trois cochons, et les vaches étaient plus petites et elles produisaient beaucoup moins de lait.

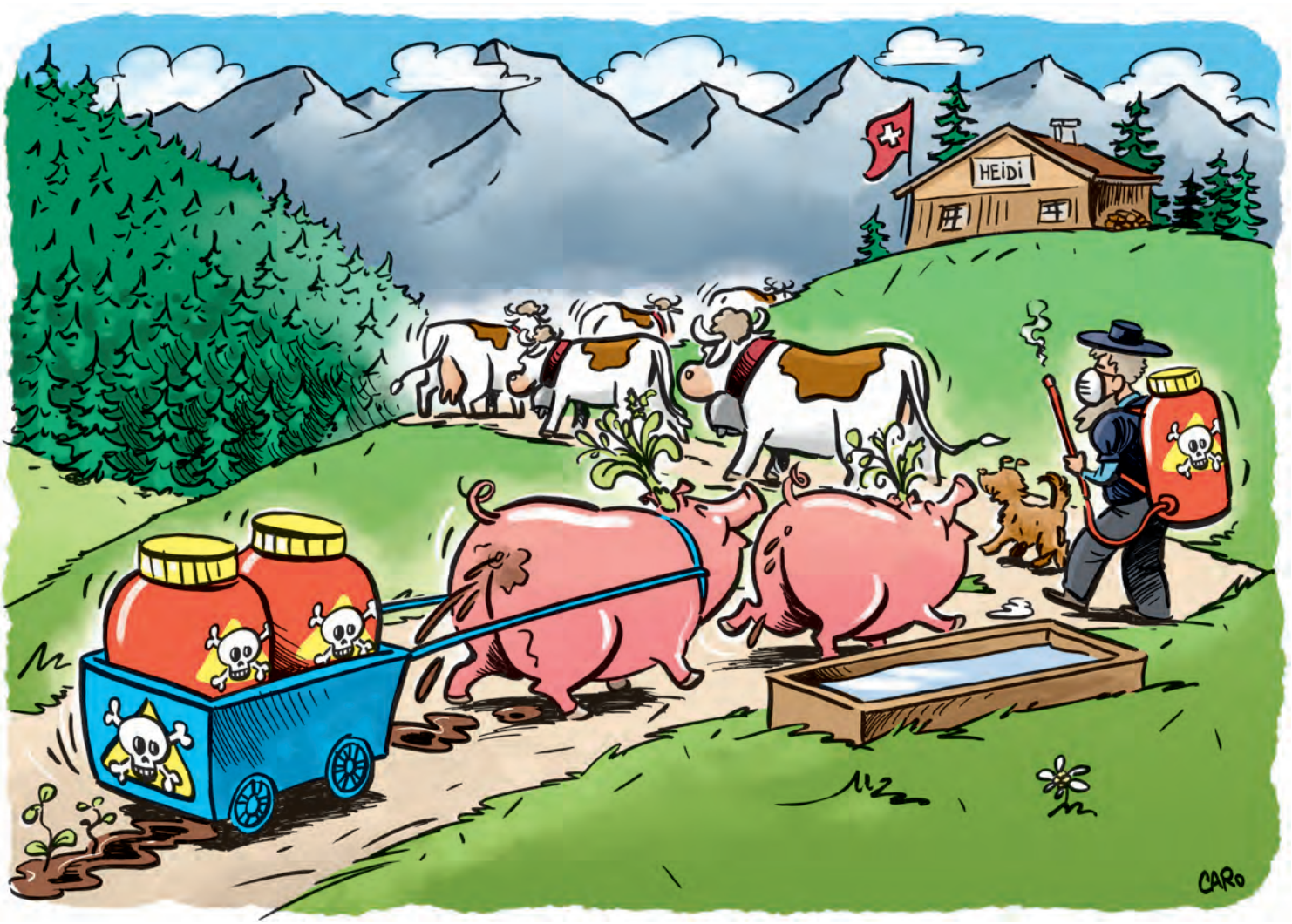
D'après l'ordonnance sur les conditions d'estivage, on peut désormais avoir un cochon pour une vache en alpage. Pour cent vaches, cela représente donc cent porcs qui retournent la terre et produisent des excréments. Ce mode d'élevage pose d'énormes problèmes. Il nuit à la croissance des plantes, détruit les sols et les surfertilise. Il détruit en outre la biodiversité. Les alpages sont parfaits pour l'élevage de jeunes bovins, mais pas pour de grands troupeaux de vaches.

Cependant, les fromages et la viande de porc d'alpage sont demandés et se vendent bien, on est donc peu regardant sur les conséquences de ce mode d'élevage.

L'OFAG et **l'agriculture biologique**

Question posée à l'OFAG: pourquoi la Confédération ne recommande-t-elle pas davantage des méthodes alternatives? Réponse: «L'OFAG recommande l'élimination mécanique dans les zones dans lesquelles cela est faisable. Sur les terrains en pente, comme dans certaines zones des Alpes, cette méthode est inenvisageable. Dans ce cas, l'emploi ciblé d'herbicides est autorisé.» Cette réponse classique de l'Office fédéral de l'agriculture montre bien qu'une interdiction totale des herbicides n'est pas à l'ordre du jour.

Dans certains milieux, l'OFAG n'a même pas la renommée nécessaire pour promouvoir des méthodes agricoles alternatives. Les personnes critiques à l'égard de l'OFAG prennent par exemple assez mal le financement par ce dernier de la culture de cépages qui ne survivraient pas sans herbicide.



GRAND-PERE:
PIERRE LE CHEVRIER N'Y EST POUR RIEN SI VOUS EMPOISONNEZ LES ALPAGES!

Une déclaration d'Eva Reinhard, la responsable d'Agroscope, le centre de recherche de l'OFAG, laisse entendre qu'elle n'est pas une militante de l'agriculture biologique. Dans l'émission «Rendez-vous» de la radio suisse RTS du 08 décembre 2020, elle a expliqué qu'une bonne alimentation ne devait pas forcément être bio. «Lorsque l'on considère uniquement la santé, il n'y a aucune base scientifique prouvant que manger bio est meilleur pour la santé. C'est peut-être bénéfique pour l'environnement, sous certains aspects, mais nous n'avons aucune preuve que cela est meilleur pour l'organisme.»

Ces propos de la part de la responsable d'Agroscope énervent David Hermann, le porte-parole de Bio Suisse. «Qu'est-ce qu'on entend par «bon»? Bon pour la planète? Pour la nature, les animaux, les hommes? L'agriculture biologique travaille avec la nature, et non contre elle. Cela offre des avantages à différents niveaux. L'agriculture biologique favorise la biodiversité, préserve les sols et garantit un grand bien-être animal. (...) Bien évidemment, on peut aussi avoir une mauvaise alimentation avec des produits bio, comme on peut se nourrir sainement avec des produits conventionnels.»

Toutes les tentatives ont échoué

Jusqu'à présent, toutes les tentatives d'interdiction d'épandage de pesticides dans les alpages ont échoué. Dès 2001, Bio Suisse et la Société suisse d'économie alpestre (SAV) étaient intervenues auprès de l'OFAG pour obtenir une interdiction des herbicides dans les alpages. Il s'agissait également de déterminer si les alpages conventionnels pouvaient suffisamment être convertis en alpages bio pour ne pas «compromettre» des vaches bio. Le magazine spécialisé «zalp», présent à la séance de l'OFAG à l'époque, a écrit en 2001:
«À long terme, l'OFAG souhaite néanmoins continuer à réfléchir avec la SAV à une gestion biologique des alpages, et à l'interdiction des herbicides.» Cependant, la «réflexion» n'a pas été plus loin. Fin 2020, l'OFAG a écrit ce qui suit à l'auteur:
«L'Ordonnance sur l'agriculture biologique prévoit désormais que l'estivage d'animaux bio doit s'effectuer dans un alpage bio.» Comme nous l'avons déjà expliqué, ce n'est cependant pas possible partout. Les herbicides ne sont donc toujours pas interdits dans les alpages.

La dernière tentative d'interdiction des pesticides chimiques de synthèse dans les alpages suisses a échoué en 2017. L'agricultrice bio Maya Graf, aujourd'hui Conseillère aux États (Les Verts, BL), a jadis déposé un postulat au Conseil fédéral en qualité de Conseillère nationale, le chargeant d'examiner une interdiction d'utiliser des pesticides dans la région d'estivage et d'adapter les ordonnances correspondantes. Dans sa réponse, le Conseil

fédéral a rejeté ce postulat. Selon lui, les plantes problématiques telles que l'oseille des Alpes, le chardon, le vératre blanc, le séneçon de Jacob et le séneçon des Alpes nécessitent l'utilisation d'herbicides. De plus, «l'élimination manuelle représenterait un défi de taille pour l'ensemble de la région d'estivage, compte tenu des res-sources limitées de main-d'œuvre.»

Tous les espoirs reposent désormais dans l'adoption de l'initiative populaire «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse», qui fera l'objet d'une votation le 13 juin 2021. Cette dernière demande l'interdiction de l'utilisation des pesticides de synthèse et l'interdiction d'importation de denrées alimentaires en contenant ou produites à l'aide de tels composés.
On reproche désormais aux exploitants d'alpage bio de «sauter dans le train en marche». «C'est ridicule», confie Franz Steiner, sans manquer de rappeler le long combat de ces agriculteurs contre l'utilisation d'herbicides dans les alpages, qui a débuté il y a vingt ans dans les bureaux de l'OFAG, et qui a abouti au postulat de la Conseillère aux États Maya Graf, en 2017.

Martin Ott, expert suisse de premier plan en matière d'agriculture bio, s'exprime au sujet de ce long combat contre l'utilisation d'herbicides dans les alpages: «Ce combat est très complexe. Il vaut mieux monter en estive que rester à la ferme, voilà la conclusion de Bio Suisse dans une pondération des intérêts réalisée à la demande des agriculteurs de montagne. Nous préférons monter dans les alpages avec nos collègues qu'être isolés dans un alpage bio, confient les agriculteurs bio dans les structures des sociétés coopératives alpestres. Mieux vaut ne pas faire trop de bruit ni prendre un chemin différent, se dit un agriculteur bio parmi ses collègues en agriculture conventionnelle. Maintenant qu'ils m'ont accepté bien que je sois agriculteur bio, je vais leur montrer que je ne suis pas un extrémiste.»

Un vœu **«pieux»**

Lors de sa randonnée dans le canton de Schwytz, berceau de l'abbaye d'Einsiedeln, notre randonneur, élevé dans une famille chrétienne, a soudain une «pensée pieuse»: les monastères possèdent souvent des terrains agricoles très étendus. Il se dit: compte tenu du fait que le chef de l'Église sur terre, le Pape, appelle de plus en plus à prendre soin de la création, un monastère doit exploiter ses terres de manière exemplaire, et donc sans herbicide. Il se renseigne par la suite auprès de l'abbaye d'Einsiedeln (SZ) et écrit le message suivant au responsable du monastère: «Un monastère qui renoncerait à l'usage d'herbicides aurait une attitude chrétienne, et «respecterait la création». Or

d'après mes informations, le monastère ne pratique pas une agriculture sans pesticides, pas même en alpage.» Marc Dosch, le responsable de l'abbaye, lui répond: «L'abbaye d'Einsiedeln est un propriétaire foncier, mais nous ne pratiquons plus l'agriculture depuis plusieurs dizaines d'années. Nos terres (…) sont louées à une vingtaine d'agriculteurs. Nos différents locataires possèdent chacun leur propre modèle d'exploitation, nous ne pouvons logiquement par leur imposer. Chacun est donc individuellement responsable de son modèle.» Le respect de la création est bien une priorité pour les bénédictins, les locataires sont donc libres d'exploiter leur parcelle en agriculture conventionnelle selon les normes IP-SUISSE ou en agriculture biologique. Après quelques questions approfondies, le responsable de l'abbaye a également répondu au randonneur qu'aucune consigne n'a été donnée en vue de l'attribution d'un label bio, «car une gestion responsable et le respect de la création ne sont pas une question de label, mais de comportement.» C'est de cette manière que les locataires ont été sélectionnés.

Le randonneur est-il trop naïf d'avoir voulu croire à un rejet ferme des herbicides de la part de l'abbaye? Dieu n'avait sans doute pas envisagé les pesticides dans son plan pour la création …

Le sol, un univers à part

Une fois de retour chez lui avec un sac bien chargé de produits d'alpage, notre randonneur tombe sur un épisode de la série de reportages «Netz Natur» diffusée sur la chaîne Radio Télévision Suisse RTS. Dans sa célèbre série de reportages «Netz Natur» (Réseau nature), diffusée sur la chaîne RTS sous l'intitulé «Landwirtschaft – Mit der Natur» («Agriculture - avec la nature»), le biologiste Andreas Moser fait découvrir aux téléspectateurs l'univers fantastique qui se trouve sous nos pieds. Il présente par exemple la mycorhize, un champignon qui nourrit les plantes et les protège des maladies et des insectes ravageurs. Un sol naturel n'est fertile que grâce aux organismes vivants qui le composent. «Si le sol doit être fertile et s'il doit produire des plantes en bonne santé, il ne doit pas être perturbé, fertilisé ni pollué par des produits chimiques. Il ne doit pas non plus être privé d'oxygène en raison du compactage du sol lié à des machines lourdes», annonce Andreas Moser. À cela, Franz Steiner, l'un des compagnons de notre randonneur lors de son expédition dans les alpages du canton de Schwytz, ne peut qu'ajouter ce qui suit, fort de sa longue expérience et de son rejet ferme des herbicides: «Les herbicides n'ont pas leur place dans les alpages. Ils ne servent à rien. Une bonne gestion permet d'éviter toute perte de production.»

Que se passe-t-il ***dans le sol?***

Qu'advient-il des herbicides répandus sur un alpage? Ils ne disparaissent pas d'un simple claquement de doigts. Agroscope, la station de recherche de l'OFAG, ne le sait pas. Elle n'a connaissance d'aucune étude sur la décomposition des agents actifs. Kathrin Fenner n'a pas non plus eu vent d'études perti-nentes sur le sujet. Chimiste de l'environnement auprès de l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies de l'eau (Eawag), de l'institut de recherche sur l'eau de l'École polytechnique fédérale et Professeure à l'Université de Zurich, elle considère cependant que, compte tenu du fait que les températures moyennes sont un peu plus faibles dans les régions de montagne qu'en plaine, «on peut supposer» que la dégradation des herbicides est plus lente dans les alpages qu'en plaine. Cette dégradation plus lente signifierait que les endroits contaminés le resteraient potentiellement plus longtemps.» Ainsi, les organismes vivants présents dans le sol seraient exposés aux pesticides pendant une durée plus longue. En 2020, l'Eawag a publié une découverte surprenante: des traces de dérivés de chlorothalonil, un pesticide, ont été retrouvées dans des bouteilles d'eau minérale d'Evian. Or, l'entreprise met justement en avant une image de pureté avec son logo représentant des sommets alpins enneigés. La source d'Evian est située au «cœur des Alpes», non loin de la frontière suisse. Jusqu'à présent, elle véhiculait une image de pureté. Des chercheurs du monde entier s'en servent pour calibrer leurs compteurs d'eau. Mais pour combien de temps encore? En Suisse, le chlorothalonil est interdit depuis janvier 2020, car on le soupçonne d'être cancérigène. L'Eawag précise que la concentration de dérivés de chlorothalonil trouvée est «extrêmement faible et qu'elle n'est pas toxique pour l'être humain». On pourrait ajouter: les dérivés du chlorothalonil n'ont rien à faire dans l'eau potable ni dans le corps humain.

Nous disposons de davantage de données scientifiques sur les pesticides dans les régions karstiques. On trouve ce sous-sol perméable dans de nombreuses régions du Jura et des Préalpes, mais aussi sous certaines montagnes du canton de Schwytz. La dangerosité des pesticides dans les régions karstiques est connue depuis plusieurs dizaines d'années. En 1987, le laboratoire cantonal de Soleure (Jura), dans la région du Gempen, a révélé des concentrations record d'atrazine, un herbicide. La fine couche d'humus des champs ne suffit pas à retenir les engrais et les pesticides. Ces derniers sont donc entraînés dans la nappe phréatique, et rejaillissent ensuite dans l'eau de source peu après.

BODENFRUCHTBARKEITFONDS

*Comment préserver **la fertilité de nos sols** pour les générations futures?*

C'est la question centrale du Bodenfruchtbarkeitfonds (fonds dédié à la fertilité des sols). Pour lutter contre la perte massive de par le monde de sols fertiles et de terres arables induite par l'agriculture industrielle, une grande partie de la société doit aujourd'hui prendre conscience de l'importance vitale que revêt la fertilité des sols. Une base essentielle pour que la société puisse assumer une responsabilité collective avec nos agricultrices et agriculteurs. Le défi du Bodenfruchtbarkeitfonds est d'amorcer tout un processus de sensibilisation sur cette question dans de larges couches de la population.

Avec ses 30 fermes partenaires en Suisse, en Allemagne, en Autriche et au Liechtenstein, il montre courageusement la voie, développe et met en œuvre des idées et recueille des expériences ensuite mises à disposition de la collectivité. Grâce à un processus ascendant innovant et ciblé, c'est une nouvelle base de valeurs et de coopération entre les agricultrices et agriculteurs, les citoyennes et citoyens, les chefs d'entreprise et tous les acteurs de la société qui est rendue possible et qui voit le jour de manière exemplaire.

www.bodenfruchtbarkeit.bio

Chaque personne en Europe centrale utilise en moyenne 2’500 m² de terre arable pour son alimentation.

Grâce à un parrainage pour 2’500 m² de terre arable vous pouvez vous aussi apporter une contribution concrète. Vous assumez ainsi la responsabilité de la fertilité de l’étendue de terre que vous utilisez pour vous nourrir sainement.

Un parrainage coûte CHF 112/EUR 100 par an.
Lien de souscription:

www.bodenfruchtbarkeit.bio

MERCI

BIO-STIFTUNG SCHWEIZ *une voix pour la Terre*

In a global world
The outreach of our actions is universal.
The more we anticipate the well-being of the community
And of its individual members in our doings
The better it will be for the future of mankind
And in return for ourselves.

If in a global world
We take responsibility for the well-being of all
And if this becomes the principle of our action,
Our unique development will play an integral part
In a colourful social, economical and ecological harmony.

En mémoire du Dr Rainer Bächi (1948 - 2010)
Visionnaire et fondateur de Bio-Stiftung Schweiz

La Bio-Stiftung Schweiz est une initiative à but non lucratif visant à promouvoir des produits plus respectueux de l'environnement et un mode de consommation plus durable. Nous sommes convaincus qu'une action responsable, la collaboration entre des partenaires compétents et dignes de confiance et l'esprit d'innovation peuvent favoriser un développement vraiment durable.

Le secteur du bio s'est transformé et s'est énormément développé ces dernières années. Le nombre de consommateurs souhaitant des aliments bio, c'est-à-dire produits sans pesticides de synthèse, sans engrais azotés artificiels et autres ajouts externes, ne cesse d'augmenter. Et pour cause, il est de plus en plus évident que de nombreux produits utilisés dans l'agriculture industrielle ont des effets indésirables sur la santé humaine et sur la nature. Le taux de croissance du commerce mondial de produits bio est étonnamment élevé. Cela offre un accès au marché aux producteurs des régions sous-développées, et ce dans des conditions équitables, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté. La forte augmentation de la demande impose au secteur bio de tenir ses engagements de production de denrées alimentaires durable même sous une pression accrue. Il doit donc veiller à préserver et à améliorer la fertilité des sols, à protéger la biodiversité, à exploiter les ressources de manière raisonnée, mais aussi à proposer de nouvelles formes d'ordre social. Afin de garantir un accès suffisant à des denrées alimentaires saines à l'avenir, nous devons transformer et repenser notre système alimentaire en profondeur. Nous prenons part à ce processus indispensable en concevant et en mettant en œuvre nos propres projets, partenariats et systèmes d'incitation.

En outre, nous permettons à des porteurs de projets ou d'initiatives de créer leur propre fonds au sein de notre fondation lorsque leur objectif est conforme à notre but statutaire. Nous pouvons intervenir, mettre en œuvre des projets et allouer des fonds dans le monde entier. En tant qu'initiative opérationnelle, notre fondation ne dispose pas d'un gros capital de départ. Nous finançons nos activités grâce à des dons, des legs et des campagnes de collecte de fonds.

N'hésitez pas à nous soutenir: www.bio-stiftung.ch

UN LIVRE À NE PAS MANQUER

Mathias Forster / Christopher Schümann (éd.):
Das Gift und wir. Wie der Tod über die Äcker kam
und wie wir das Leben zurückbringen können.
(«Les pesticides et nous. Des champs qui nous empoisonnent
et notre volonté de renouer avec une agriculture saine»)
Westend Verlag, Frankfurt/Main 2020

En Suisse, le 13 juin 2021, nous pourrons nous exprimer sur deux initiatives anti-pesticides par le biais d'une votation populaire. Leur adoption constituerait une étape importante dans la lutte contre la pollution des sols et de l'eau et une victoire pour la protection de la santé humaine! Je souhaite bonne chance aux porteurs de ces initiatives, et je croise les doigts pour que leur démarche aboutisse.
En Allemagne, nous élirons d'ici quelques mois une nouvelle assemblée parlementaire. Les Verts parviendront-ils à s'imposer dans leur coalition avec la tête du pouvoir afin de trouver enfin une issue à des problèmes environnementaux de longue date? Le doute est permis. Quiconque veut continuer à espérer ou est à la recherche d'arguments peut s'appuyer sur le nouveau fascicule sur les problèmes liés aux pesticides tout juste publié par Mathias Forster et Christopher Schümann pour le compte de l'organisation Bio-Stiftung Schweiz. Renate Künast, la ministre de l'Agriculture, dont les efforts pour limiter le pouvoir des «profiteurs» dans le secteur agricole ont été vains, compare ce livre à celui de Rachel Carsons intitulé «Stummer Frühling» («Un printemps silencieux»), et le considère comme un «ouvrage de référence pour la fin de l'ère des pesticides». Les auteurs ont compilé une multitude d'études récentes; on y trouve des informations sur la dégradation de l'environnement et sur l'extinc-

tion des espèces, sur le glyphosate et sur les fameux néonicotinoïdes, mais aussi sur bien d'autres sujets d'actualité. Tous ces avertissements s'appuient sur des rapports détaillés basés sur des études scientifiques, et sont agrémentés de détails scandaleux sur la vente de pesticides lucratifs dans les pays en développement alors qu'ils sont interdits en Allemagne depuis déjà de nombreuses années, sur des subventions publiques mal orientées, sur les manœuvres du lobby agricole, qui sert d'autres intérêts que ceux des petits et moyens exploitants, ainsi que sur des stratégies de recherche extrêmement biaisées. Aujourd'hui, on trouve des résidus de pesticides partout: dans l'eau potable, dans les urines et même dans le lait maternel. Des concentrations tolérables de ces pesticides ont certes été définies, mais tous les efforts de contrôle efficaces sont sabordés, si bien que personne n'a analysé comment les pesticides courants se comportent les uns avec les autres. Or, ces «cocktails» pourraient s'avérer plus dangereux que les pesticides individuels. Le glyphosate sera prochainement interdit, mais à quoi bon? L'industrie chimique a depuis longtemps déjà développé des pesticides de

Commander le livre:
www.dasgiftundwir.ch
(Pas encore disponible en français.)

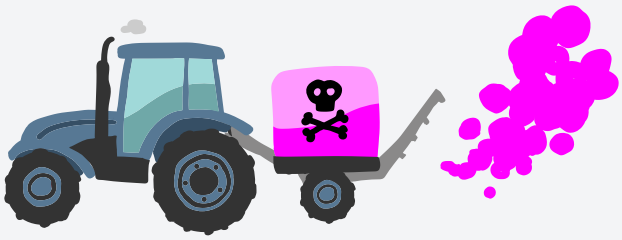
remplacement. Les agriculteurs achèteront et utiliseront à coup sûr ces produits potentiellement encore plus nocifs.
Les comptes rendus de quelques pionniers du bio disséminés dans le livre, comme l'exemple de l'exploitation Gutes Rheinau, près de Schaffhouse, nous poussent malgré tout à garder espoir. Un petit groupe d'activistes en agriculture biodynamique y loue une ferme conventionnelle dont la gestion était devenue fastidieuse pour le canton, et l'a transformée, malgré quelques réticences, en un modèle d'exploitation écologique. Le compte rendu de cette expérience se présente comme une expédition passionnante dans un avenir lointain. Dans un autre chapitre du livre, on s'aperçoit que la farouche résistance opposée par un si grand nombre d'agriculteurs à des réformes pourtant souhaitables est liée au fait que les principales écoles dont sont issus les exploitants, sont prises dans un carcan idéologique dont elles ne voient pas, ou ne veulent pas voir, les problèmes. Le nécessaire changement de paradigme serait pour elles trop pénible. Les pionniers des réformes doivent donc effectuer la même campagne de persuasion laborieuse que les médecins engagés en faveur de la médecine complémentaire face au bastion de la médecine conventionnelle, régi par les intérêts du profit. Felix Prinz zu Löwenstein, un représentant de premier plan de l'agriculture bio en Hesse, explique clairement comment, lorsqu'il était étudiant en sciences agricoles à Weihenstephan, il a été initié aux subtilités de la chimie agricole, et comment, en tant que professionnel responsable, il s'en est progressivement détaché. La publication comprend également une interview émouvante de Vandana Shiva, une célèbre activiste écologique indienne, ainsi qu'un entretien avec Pawan Chamling, le ministre-président du Sikkim, un petit État de l'Himalaya, qui est parvenu à convertir toute son agriculture à l'agriculture bio (depuis 2015). En Europe, il nous faudra encore de nombreuses années pour en arriver là... Cependant, si les initiatives proposées étaient adoptées en Suisse, nous aurions un précédent en Europe, et cela permettrait d'accélérer le processus.

Johannes Kiersch est né en 1935. Il a étudié l'anglais, l'histoire et les sciences de l'éducation aux Universités de Berlin et de Tübingen. Il a été enseignant Waldorf à Francfort et à Bochum, puis, à partir de 1973, il a contribué au développement de l'institut pour l'éducation Waldorf de Witten-Annen. Il est en outre maître de conférences en matière d'éducation Waldorf

Autres activites de la fondation Bio-Stiftung Schweiz pour sensibiliser le grand public au problème des pesticides

Synthetische Pestizide – Fluch oder Segen? («Les pesticides de synthèse, bénédiction ou malédiction?»)

Voici l'intitulé d'une série d'événements organisés et filmés dans plusieurs villes de Suisse alémanique.
Vous retrouverez tous ces films gratuitement à l'adresse suivante: **www.dasgiftundwir.ch**
Il s'agit notamment de présentations de:
Dr. Felix Prinz zu Löwenstein, Président de l'Union allemande des producteurs, transformateurs et distributeurs bio (Bund Ökologische Lebensmittelwirtschaft e. V., BÖLW) • **Prof. Dr. Johann G. Zaller**, Université des ressources naturelles et des sciences de la vie (Universität für Bodenkultur, BOKU), Vienne • **Dr. Christian Stamm**, directeur adjoint du département Chimie de l'environnement, Eawag • **Tobias Bandel**, fondateur et directeur général de Soil & More Impacts • **Martin Ott**, président du conseil d'administration de l'institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), Suisse.
Ces films sont parfaitement adaptés pour vous informer de manière globale sur les problèmes liés aux pesticides de synthèse et sur les conséquences de la pensée industrielle dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.



Les 7 mythes de l'industrie des pesticides déconstruits

Étant donné que l'industrie des pesticides répand des déclarations erronées, nous avons commencé à déconstruire certains de ces mythes concernant les pesticides.
Vous trouverez de petites vidéos à ce sujet sur le site Web: **www.pestizidmythen.ch**

Notre engagement a but non lucratif pour l'homme, la nature et la planete est financé grâce à des dons.

En tant qu'initiative à but non lucratif, la Bio-Stiftung Schweiz est financée par des donations libres. Pour assurer notre fonctionnement de base, nous sommes tributaires des dons. Nous acceptons tous les dons, legs, dons de biens immobiliers, titres ou autres subventions pouvant contribuer au succès et à la poursuite de nos activités. L'assurance du fonctionnement de base constitue un socle sûr pour le reste de nos activités et de nos projets. L'effectif de la fondation Bio-Stiftung Schweiz a évolué. Le financement de base requis est d'environ 400'000 CHF chaque année.
À partir de 100 CHF, les dons sont déductibles des impôts.

En cas de questions sur les dons, les legs, les possibilités de coopération et les créations de fonds, vous pouvez vous adresser directement à notre directeur général Mathias Forster à l'adresse:
m.forster@bio-stiftung.ch

Compte de dons en Suisse

Bio-Stiftung Schweiz
Fabrikmattenweg 8, 4144 Arlesheim
Raiffeisenbank Dornach

IBAN: CH39 8093 9000 0046 4206 2
SWIFT-BIC: RAIFCH22939

Compte de dons EURO

Bio-Stiftung Schweiz
Fabrikmattenweg 8, 4144 Arlesheim
GLS Bank, Bochum

IBAN: DE87 4306 0967 4121 8575 00
SWIFT-BIC: GENODEM1GLS

Un grand merci à celles et ceux qui nous soutiennent

Nos remerciements les plus sincères vont à tous ceux qui nous soutiennent par leurs dons. Vous nous aidez ainsi à éveiller les consciences, et à sensibiliser la société sur le fait que les générations futures ont elles aussi besoin de sols fertiles, d'eau potable et d'aliments sains.

Dr. jur. Roland Müller, Dornach
Thomas Gröbly, Ethik-Labor
Rolf Münch
Fonds Erde & Kultur
Lic. jur. Sara Oeschger
Angelika Salgo-Voeth

sonett PUREMENT ÉCOLOGIQUE

bd bio development ag

DÄSTER SCHILD STIFTUNG

anthrosana votre organisation de patients

bionetz.ch

SFV FSP

STIFTUNG FELSENTOR

Konsumenten-Verein Basel und Umgebung

biopartner

DER MALSER WEG · LA VIA DA DAMVAL · LA VIA DI MALLES

1re édition 2021
ISBN: 978-3-9525434-1-2
Édition: Bio-Stiftung Schweiz, Mathias Forster
Idée, conception, texte: Peter Jaeggi
Mise en page: Anna Krygier, Mathias Forster
Design/composition: Anna Krygier, Bio-Stiftung Schweiz
Traduction/Relecture: Lingua GmbH
Illustrations: Annika Huskamp, Marcel Bamert
Dessins: Christoph Biedermann, René Fehr, Mattiello, Werner Nydegger, Heinz Pfister, Caroline Rutz, Felix Schaad, Max Spring, Ruedi Widmer, Hanspeter Wyss

Une version abrégée du texte est déjà parue dans le magazine «Beobachter» du 15.01.2021.

Cette brochure électronique est mise à disposition gratuitement. L'utilisation du contenu, y compris des illustrations, est autorisée et même souhaitée, à condition de faire mention des sources.
Pour plus d'informations: info@bio-stiftung.ch

9 783952 543412 >